

La revue *Diasporiques/Cultures en mouvement* traite souvent de questions institutionnelles : celles-ci ne peuvent en effet être éludées lorsqu'on a pour objectif de réfléchir à la coexistence, qu'on souhaite pacifique, de cultures, le cas échéant très différentes, sur un même territoire. Aussi nous a-t-il paru judicieux de demander à un éminent Conseiller d'État de bien vouloir nous éclairer sur ce qu'on peut penser aujourd'hui des textes fondateurs de la république et de la démocratie. Il entame dans ce numéro une série de réflexions relatives à ces questions qui se prolongeront dans les numéros successifs de la revue en 2017.

En guise de préambule à une réflexion sur les institutions

Jean-François Théry

Jean-François Théry est ancien président de la Section du rapport et des études du Conseil d'État.

Avant de nous interroger sur nos institutions, il nous faut sans doute nous demander si le rejet de leur fonctionnement présent, aujourd'hui fort répandu, ne cache pas des problèmes plus fondamentaux.

LES FRANÇAIS ONT-ILS ENCORE ENVIE DE VIVRE ENSEMBLE ?

Le discours récurrent de dénigrement de la société française (nous serions en retard dans la robotique, la science, telle ou telle technologie, nous sommes en bas du classement de Shanghai pour la qualité de nos universités, mais en tête pour le nombre de chômeurs et des décrocheurs scolaires, en pleine désindustrialisation,

etc.) ne dénote-t-il pas une disparition progressive de notre envie de vivre *ensemble* ?

Une chose est certaine : la disparition, chez beaucoup de nos compatriotes, de toute idée d'intérêt général ou d'intérêt collectif. Chacun d'eux est persuadé que l'intérêt général n'est que la somme des intérêts particuliers et qu'en conséquence il n'est tenu de respecter l'intérêt général que pour autant qu'il soit compatible avec ses intérêts propres, qui prennent ainsi valeur de référence.

LES FRANÇAIS CROIENT-ILS ENCORE À LA DÉMOCRATIE ?

Dans un sondage réalisé pour *Le Monde*, l'Institut Montaigne

et Sciences-Po¹, les Français se déclarent certes attachés à la démocratie (68% des personnes interrogées considèrent que c'est le meilleur système possible... mais elles étaient 76% en février 2014). Cependant, ils jugent qu'elle ne fonctionne pas bien (57%) et de moins en moins bien (77%). Et 32% considèrent que d'autres systèmes peuvent être aussi bons que la démocratie... Parmi eux une forte proportion (40%) songe à un *système participatif horizontal*, proche du « conseilisme » des premières années du xx^e siècle (les *soviets* ouvriers), remis en honneur par les situationnistes et divers groupes d'ultra-gauche en mai 1968. D'autres se réfèrent plutôt à un régime autoritaire de type bonapartiste (20%) ou encore à un gouvernement de technocrates (29%). C'est donc la démocratie dite *représentative* qui est mise en cause.

Ce sondage n'exprime pas les motivations de ces préférences. On peut cependant y voir une forte déception face aux résultats des politiques menées sous les derniers quinquennats. Le philosophe Florent Guénard² nous invite dès lors à rendre la démocratie *désirable* « car la démocratie est le nom qu'on donne à la lutte politique pour la justice sociale, pour les droits, pour la liberté, pour l'égalité, pour la dignité, comme les Tunisiens l'ont montré lors du printemps arabe ».

Il faut être clair sur les définitions : la démocratie n'est pas *en elle-même* une lutte politique, c'est un mode d'organisation de la société. Mais peut-être en effet ne faut-il pas négliger, dans l'attachement des Français à elle, une dimension *affektive*, le désir d'un projet de société « meilleure » ? Peut-être la déception

constatée aujourd'hui à l'égard de la démocratie vient-elle pour partie de la dilution de cette dimension affective ?

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE EST-ELLE ENCORE CAPABLE DE FONCTIONNER DÉMOCRATIQUEMENT ?

Après le vote des Britanniques pour le *Brexit* et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, force est de constater l'existence d'une rupture majeure, au sein des États développés, non plus entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise, mais entre la fraction de la population qui profite du développement de l'économie ou qui tire son épingle du jeu et la masse de la population qui se paupérise, qui perd pied dans ce mouvement d'intensification de la concurrence, avec sa deshumanisation, et qui du coup n'attend plus rien de bon de l'avenir, ni pour elle ni pour ses enfants.

En France aussi, le phénomène existe. Cette large fraction de la population, qui se sent victime de la transformation de la société, n'a pas les moyens de se faire entendre dans le fonctionnement des institutions ; elle se sent non pas écoutée mais plutôt oubliée et méprisée. Le rôle des médias dans cette sensation d'oubli et de mépris est considérable. La presse et la télévision semblent évoluer dans un autre monde, où tournent les célébrités politiques, intellectuelles, économiques, artistiques ou sportives, préoccupées surtout de ce que disent les autres médias, alimentant des débats futiles et irréels, réalisant ainsi de façon éclatante la *société du spectacle* dénoncée par Guy Debord³ et quelques autres. De là se renforce

¹ *Le Monde*, 8 novembre 2016

² *La démocratie universelle*, Seuil 2016.

³ *La société du spectacle*, Gallimard 1996.

l'idée de l'existence d'une élite qui occuperait tout l'espace de la scène, complètement coupée des citoyens ordinaires, accaparant tout, en particulier les institutions politiques, et vivant en vase clos dans un milieu privilégié dont la prospérité fait injure à tous ceux qui « galèrent » pour vivre. D'une élite soupçonnée de détourner à son profit les ressources de la nation. D'une élite qu'il faut, par conséquent, « dégager » si l'on veut retrouver une espérance.

À cela viennent s'ajouter les mutations qui s'opèrent dans la population française elle-même. Avec l'installation de migrants, « dont la civilisation n'est pas la nôtre », qui s'en trouve ainsi fragilisée. Des migrants qui viennent « nous prendre des emplois » dont nous manquons déjà cruellement, et qui finalement se retrouvent à notre charge. Peut-on vraiment « faire société » avec eux ? La démocratie va-t-elle nous y obliger ? Ou plutôt la « caste » qui confisque la démocratie ne va-t-elle pas nous imposer des mutations sociétales dont nous ne voulons pas ? D'où les comportements de refus et de révolte. D'autant que ces migrants sont, pour une bonne part, les descendants de ces « Arabes » qui nous ont chassés d'Algérie, et qui entendraient aujourd'hui nous envahir ! La géographie électorale est éloquente : les régions où se développe le plus le Front National sont précisément celles où se sont installés les rapatriés d'Algérie. La guerre d'Algérie n'a pas fini de saboter notre démocratie.

Peut-être alors, dans notre pays et plus généralement en Europe, la démocratie n'est-elle pas tant à réorganiser qu'à reconquérir ? ☉

Les prochains articles porteront entre autres sur la séparation des pouvoirs, la décentralisation, le rôle de l'État, les possibilités d'évolution en douceur des institutions, etc.